



Facteur 4D

Dossiers et Débats pour le Développement Durable



Éditorial

n°54 / Août 2011

Rio+20, ou comment défendre les biens communs ?

Par Vaia TUUHIA



Elinor Ostrom, lors d'une conférence à Paris le 23 juin dernier.

Elinor Ostrom, Prix Nobel d'économie en 2009, avec Oliver Williamson pour leur analyse de la gouvernance économique, était invitée en France pour une semaine de conférences. Ce fut l'occasion de revenir sur les travaux de cette professeur de sciences politiques. En ayant été récompensée pour avoir démontré comment les biens communs peuvent être efficacement gérés par des associations d'usagers, Elinor Ostrom a donné une nouvelle visibilité à cette forme spécifique de propriété et de gouvernance, qui place les décisions collectives des « communautés » au centre du jeu socioéconomique. Elle ravive ainsi une approche alternative aux positions oscillant traditionnellement entre la régulation par le marché ou la régulation étatique et remet considérablement en cause l'idée prédominante selon laquelle la propriété commune est mal gérée et doit être prise en main par les autorités publiques ou le marché.

Ostrom revendique un « retour au réel ». Au cours de ses recherches, elle a observé des associations d'usagers des services de l'eau à Los Angeles, des activités de la police dans l'Indiana ou des systèmes d'irrigation au Népal. Elle démontre que des associations volontaires ou des collectifs d'individus peuvent gérer efficacement et équitablement l'utilisation de ressources communes, en définissant et faisant respecter les règles qu'elles auront établies... d'autant que la régulation étatique ou par le marché peut échouer, notamment parce que les individus ne s'accordent pas toujours sur la finalité de la régulation. Il s'agit aussi de remettre l'humain au centre, par le biais d'une gestion des communs qui s'appuie sur les interactions humaines, les arrangements, et favorise la résolution des conflits. Ostrom se distancie de la «rationalité économique», en renverse l'ordre, sans pour autant sacrifier à la recherche d'efficacité.

J'ai assisté à une de ces conférences. Il était question de biens immatériels et internet, d'économie sociale et solidaire... des enseignements des travaux d'Ostrom pour pousser plus loin les réflexions sur l'auto-organisation, les pratiques délibératives et les échelles appropriées des communautés d'usagers, mais aussi d'interroger sur les porosités entre communs et espaces marchands... La Nobel s'est avant tout attachée aux mots, au système du langage pour circonscrire l'analyse. Tout n'est pas bien commun. Et les amalgames détourneraient, volontairement ou non, l'approche par les communs. Le grand apport d'Elinor Ostrom est dans cette distinction entre les « communs considérés comme des ressources » et les « communs considérés comme une forme spécifique de propriété ». Il ne s'agit donc pas de récupérer les principes et de les appliquer à des biens publics, collectifs... les biens ou services publics sont produits par les institutions étatiques (qui peuvent les déléguer au secteur privé) en direction du

public et non de tel ou tel utilisateur privé. Il ne s'agit pas non plus d'approche sectorielle par exemple pour l'eau, l'énergie... aussi évidente que puisse être la nécessité d'accès à ces biens essentiels. Il s'agit ici de prime abord de gouvernance et du rôle des usagers, de l'approche démocratique qui structure un process bottom-up, d'une autre approche institutionnalisée. Les biens communs sont des dons de la nature ou des biens produits, entretenus, partagés entre des usagers regroupés dans une « communauté » qui se donnent des règles collectives et dont la taille et la nature peuvent varier. Ils supposent l'engagement des citoyens et la définition des règles d'usage. Ces communautés, tout en étant autonomes, ne sont pas indépendantes de la société globale.

Il va sans dire que les communs dépendent aussi des États. La préservation des communs globaux, l'atmosphère, les océans, la biodiversité ne peut être envisageable sans accords intergouvernementaux qui s'appliquent aussi à ces communautés. C'est pourquoi, les Nations unies sont le lieu irremplaçable pour la définition des communs. Dans la perspective de la conférence Rio+20, et de ses enjeux en termes de gouvernance ou de transition, l'approche par les biens communs s'invite comme un « outil pour penser » une autre approche du développement. En particulier, dans le contexte de crise économique, financière, sociale et environnementale qui nous secoue, les communs démontrent qu'il peut y avoir des alternatives.

Pour autant, le champ est vaste, car ils offrent aussi un cadre réflexif sur nos modes de vie, renvoient aux questions de propriété, d'usage, de partage et de renouvellement des ressources, questions susceptibles d'entamer une transition écologique et sociale. Ils interrogent sur les droits, ouvrent de nouveaux horizons aux grands défis de ce siècle comme la connaissance, l'information, la recherche et les droits de propriété intellectuelle... Le débat sur la gestion des communs aux horizons de Rio+20 est porté par certains acteurs, mouvements sociaux, sociétés civiles, états qui tentent de s'opposer à la marchandisation de la nature, sans pour autant s'inscrire dans une revendication de gestion étatique. L'approche par les communs est-elle l'ébauche d'une construction sociale nouvelle formulant scientifiquement la notion de gouvernance collective des ressources naturelles, au Nord comme au Sud, face aux grands enjeux globaux ? Remettre l'humain au centre, croire en ces usagers, jusqu'à la résolution de conflits... L'attribution du Nobel à Elinor Ostrom pour ces travaux a permis de vulgariser et de mettre en avant une troisième voie. On reconnaîtra ce formidable champ d'extension que représentent ces travaux.

Sommaire

Actualité 2

Rio + 20, c'est nous ! M. Garcia et V. Tuuhia
Mobilisation en vue du Sommet des peuples
Atelier de l'Obs 2011, prenez date !

Dossier : Agriculture / alimentation 4

« Comment toi, Dédé Pochon, qui est tant pour le progrès, pourquoi ne fais-tu pas comme les autres, du mais ? » A. Pochon

Débat 5

“La question humaine est l'affaire de tous”, interview G. Ancel, par F. Mailhé



Rio + 20, c'est nous ! Par Miriam GARCIA et Vaia TUUHIA

Avec la prochaine conférence pour la promotion du développement humain et de la protection de l'environnement, qui se tiendra à Rio en juin 2012, l'enjeu est autant de porter la réflexion à la hauteur de nos attentes et d'emmener les débats sur des priorités d'idées et d'actions, qui marqueront un vrai pas en avant, que de se retrouver autour d'une vision pour le futur.

Faire de Rio+20, non pas l'évènement commémoratif d'un Sommet de la Terre du siècle passé, mais le point de départ d'une marche à suivre pour les deux prochaines décennies. Car nous savons qu'il faut changer, et pour mettre ce 21^e siècle sur la voie, tout doit se jouer sans qu'on ne se donne l'option d'un Rio+40. En 1992, la société civile avait insufflé l'esprit de Rio. Aujourd'hui, du fait du calendrier politique international et des conjonctions de crises et des replis nationaux, la société civile devra engager à Rio+20 une bataille pour un avenir meilleur. C'est collectivement que nous l'emporterons !

On a envie de l'espérer, de le proclamer et il nous reste un peu moins d'un an.



Le Collectif RIO + 20 s'est réuni le 18 juin dernier pour un séminaire de réflexion sur les enjeux du prochain Sommet de la Terre.

Ce sommet sera un nouvel essai des Nations unies en ce début de millénaire, pour avancer sur l'engagement des états et de la communauté mondiale dans les grandes transitions du 21^e siècle. Il invite les états et la société civile à "poser les fondations d'un monde de prospérité, de paix et de durabilité". Ces enjeux sont bien ceux de tous les citoyens et citoyennes de la planète. La conscience d'une finitude, d'un compte à rebours climatique mais aussi d'une possible prospérité selon des règles nouvelles et collectives, de transitions majeures, donne le ton. Les citoyens montrent une audace et une capacité croissante pour faire entendre leur voix et prendre part aux défis de la société.

Le chemin peut sembler long d'autant qu'il sera à construire avec les institutions et les gouvernements nationaux. Mais on ne peut plus nier les mutations à mettre en œuvre, les métamorphoses que nécessite ce vieux monde.

En France, une cinquantaine d'acteurs s'est mise en marche pour proposer des éléments de réflexions qui vont au-delà des agendas institutionnels jugés trop frileux voire un peu trop enclins à la récupération «greenwashing». Il y a notamment eu le samedi 18 juin 2011 un séminaire qui marquait presque une année de travail du Collectif RIO+20 et ses 5 groupes de travail. « La principale responsabilité est celle du citoyen et c'est le rôle d'une discussion comme la nôtre aujourd'hui. » Ainsi s'ouvraient les échanges, notamment avec Christian Comelieu, économiste et spécialiste des questions de développement, qui témoignait de la réaction des populations face aux réalités du système mondial : « Ce qui paraît nouveau, dans la situation actuelle, c'est que les gens sont là. Il y a une formidable réaction des populations, des hommes, des femmes. On dépasse un nouveau seuil par rapport à la situation mondiale, sur laquelle on raisonne. »

Ayant tous à l'esprit les messages de créativité, sélectivité et cohérence, les participants se sont répartis entre deux ateliers : « Economie verte et réduction des inégalités : les différentes visions, la transition telle que nous l'entendons » et « Gouvernance, intérêt général et droits ». Les mots ont leur sens, ils ont été débattus. Les échanges ont porté sur les mutations de civilisations, une nouvelle vision du développement, l'avancé démocratique, une gouvernance mondiale à repenser.

Quelques grandes conclusions

Le témoignage de Maureen dos Santos, de l'ONG brésilienne FASE et membre du Comité facilitateur de la société civile brésilienne en vue de Rio+20, est venu refléter les efforts à déployer pour rassembler une société civile, qui la première doit vivre dans sa diversité et exister dans ses fondements, sans être ballottée aux grés des calendriers et des stagnations des négociations. Etre des contre-pouvoir forts au regard de processus démocratiques légitimes et représentants tous les pays. « Nous ne voulons pas répéter ce qui s'est passé à Cancun: trois forums différents qui ont abouti à des déclarations presque similaires ».

Pour que Rio+20 soit une nouvelle étape sur l'itinéraire d'une communauté mondiale en émergence, il faut traiter les données fondamentales du problème, ne pas seulement se limiter à protester, mais dessiner une stratégie de changement avec des perspectives claires et fortes.

Et face aux changements il est bon de révéler les initiatives, même petites, petits pas par petits pas, montrer que c'est possible et déjà engagé collectivement.



Collectif RIO+20

Le Collectif RIO + 20 à l'heure du web 2.0

Les enjeux du prochain Sommet de la Terre nous concernent tous : associations, acteurs publics, entreprises privées et citoyens. Nous vous invitons à suivre l'actualité du Collectif RIO+20 et à participer aux échanges à travers notre nouveau blog afin de nous faire part de vos idées et points de vue, afin que la société civile soit entendue dans les négociations internationales !

Sujets d'actualité, agendas des événements RIO+20, mise en réseau avec les différents mouvements associatifs, présentation de nos textes de propositions, ...

Ce blog est un espace d'information et d'échanges. Restez connectés à l'actualité du prochain Sommet de la Terre !

Le blog :

<http://collectif-france.rio20.net>



Le Collectif RIO+20 est également présent sur Facebook et Twitter.





Atelier de l'Obs' 2011 : prenez date !

« Démocratie participative et
agenda 21 :
association réussie pour des
territoires durables ? »

Les 8 et 9 novembre à Bordeaux



L'Atelier de l'Observatoire s'intéressera aux enjeux de la participation dans les agendas 21 locaux, son apport pour un développement durable des territoires, ses modalités et mise en pratique.

Deux journées pour questionner, partager, apporter des solutions pratiques et innovations à travers plénières, agoras, ateliers d'échanges. Prenez-en note et faites-nous part dès à présent de vos bonnes pratiques ou suggestions !

Rendez-vous sur le site de l'Observatoire ! Des informations vous y attendent toute l'année.



Pour en savoir plus :

<http://observatoire-territoires-durables.org>

Mobilisation en vue du Sommet des peuples

Réinventer le monde à Rio + 20

Le Comité facilitateur de la société civile brésilienne pour Rio-2012 a organisé du 30 juin au 2 juillet à Rio de Janeiro un séminaire préparatoire ouvert aux ONG du monde entier. Plus de 200 participants, 27 pays représentés, le séminaire avait comme objectif de « poser les bases qui nous rassemblent, pour construire un processus citoyen global ». Au long des trois jours, des représentants de la société civile française, le Collectif RIO+20, le programme *Une Seule Planète* et la Coalition G8/G20, ont activement participé au débat qui posait trois questions centrales : Que voulons-nous pour Rio+20 ? Quel processus et quelle méthodologie ? Quels sont les agendas de lutte des organisations et comment faire des liens ?

Le compte rendu de ces journées sera bientôt en ligne sur le blog. A suivre!

<http://collectif-france.rio20.net>

La deuxième quinzaine d'août le Comité facilitateur brésilien diffusera un document de proposition pour les travaux à entreprendre aux cours des mois à venir.

Du 3 au 5 septembre 2011 :

Participation à la 64ème Réunion de l'ONU pour la Société Civile (UN/DPI) à Bonn, Allemagne.

Du 3 au 5 septembre 2011, des acteurs de la société civile ainsi que des organes onusiens seront réunis à Bonn pour participer à la 64^e Réunion UN/DPI intitulé « *Sustainable Societies, Responsive Citizens* ». Au programme de ces trois jours, des ateliers ainsi que des tables rondes, avec la participation de plusieurs lauréats du Prix Nobel Alternatif comme

Vandana Shiva (Inde) et Pat Mooney (Canada). Les participants devront s'accorder sur une déclaration dotée d'un plan d'action visant à enrichir la préparation de la Conférence Rio+20.

Il importe de souligner que, pour la première fois, les participants auront l'opportunité d'échanger des réflexions et de contribuer à la version provisoire de la déclaration en amont de l'événement. Toutes les contributions peuvent être envoyées à partir du 1^{er} août via le site.

www.ngo-un-conference-blog.org



Un blog recense les initiatives internationales des peuples et citoyens en route pour Rio + 20 :

rio20.net.fr

Mardi de 4D, 20 septembre 2011

Retour sur la Réunion des Nations Unies pour la Société Civile

Pour un décryptage de cette Réunion et le lancement grand public de la démarche du Collectif RIO+20, l'Association 4D et les partenaires du programme *Une Seule Planète* organisent un débat public le 20 septembre.

Prenez date !

Territoires, Transition et Démocratie : retrouvez le dernier Mardi 4D en vidéo !



Le 28 juin, se tenait notre dernier débat des Mardis de 4D avant l'été. Parce que les questions de la transition et de la démocratie restent des enjeux pour nos territoires, vous aurez sans doute grand intérêt à retrouver les interventions, les questions et réponses en vidéo. Ainsi, si vous n'avez pas eu l'opportunité d'assister au débat ou si vous souhaitez le revoir, vous avez maintenant la possibilité de visionner l'intégralité de ce dernier Mardi de 4D sur Internet.

Le dernier Mardi de 4D en ligne :

<http://vimeo.com/album/1639077/format:thumbnail>

La richesse d'un débat se fait en premier lieu grâce à son public. Nous souhaitons vous remercier pour votre participation régulière, qui nourrit nos réflexions, nos échanges et nos actions.





Agriculture, Alimentation, les articles de l'Encyclopédie

Retrouvez les articles de l'Encyclopédie en ligne pour penser la transition vers une agriculture de qualité, respectueuse de l'environnement qui nourrit les hommes., dans le chapitre *Agriculture et alimentation*, avec entre autres :

- **Quelles politiques publiques pour les plantes génétiquement modifiées ?** Christian Bourdel, avril 2011.
 - **Quelle agriculture durable pour nourrir correctement l'humanité,** Marc Dufumier, décembre 2010.
 - **La proximité entre l'espace rural et la métropole francilienne invite à tisser de nouveaux équilibres autour d'une agriculture citoyenne et territoriale,** Baptiste Sanson, avril 2010.
 - **Agrimonde 1 : Un scénario pour des agricultures et des alimentations durables dans le monde à l'horizon 2050,** Sandrine Paillard, mars 2010.
 - **L'agriculture biologique,** Mathieu Calame, mars 2009.
 - **Pour une agriculture et une alimentation réellement durables : Quelles politiques agricoles européennes ?** Aurélie Trouvé, mars 2008.
 - **Sol et développement durable,** Alain Ruellan, mars 2006.
- Réservé aux abonnés :
- **La seule agriculture durable est celle qui respecte les lois de la biologie du sol,** mai 2010, Lydia et Claude Bourguignon

Retrouvez les articles de l'Encyclopédie en ligne : <http://www.encyclopedie-dd.org>



« Comment toi, Dédé Pochon, qui est tant pour le progrès, pourquoi ne fais-tu pas comme les autres, du maïs ? »

Extrait de l'article d'André Pochon, " Pour une agriculture efficace sur les plan économique, social environnemental, , avec des produits de qualité " janvier 2011, publié dans l'Encyclopédie du développement durable.

[...] L'INRA [Institut national de la recherche agronomique] promoteur de l'herbe adopte le nouveau système fourrage maïs-soja. L'Institut crée ses propres variétés de maïs hybride en concurrence avec les Américains.

Bref, résister à la frénésie du maïs-fourrage, c'est apparaître comme attardé, ennemi du progrès. Si je programme une réunion sur l'herbe au CETA [Centre d'études techniques agricoles], je n'ai personne et ma propre mère, paysanne de bon sens, m'apostrophe : « Comment toi, Dédé Pochon, qui est tant pour le progrès, pourquoi ne fais-tu pas comme les autres, du maïs ? ». Je craque et rentre aussi dans la danse du fabuleux maïs.

Celui-ci est déclaré sinistré en 1972, puis en 1974, puis en 1976 ! Tous les deux ans dans ma région jusqu'en 1994 où, grâce à la nouvelle PAC, le maïs-fourrage bénéficie tous les ans d'une subvention de 2500 F. à l'hectare ! Mais pour l'herbe, rien ! C'est dire la force du lobby de l'agrobusiness à Bruxelles. Ma région bretonne se couvre de maïs fourrage, les arasements, le drainage s'accroissent, les pollutions de l'eau et de l'air apparaissent, les agriculteurs s'endettent, les commissions pour agriculteurs en situation financière difficile sont mises en place, en 30 ans les 3/4 des exploitations disparaissent, les bourgs se vident.

Changer de modèle

Administrateur de la caisse régionale de Crédit agricole de mon département, Président de Coopérative, membre de la Commission nationale agricole du Parti socialiste, Conseiller municipal depuis 24 ans, je reprends mon bon sens de paysan et je déclare publiquement : « La Bretagne est mal partie, si nous continuons dans ce modèle de maïs/fourrage à outrance et d'élevage industriel de porcs et de volailles, nous allons dans le mur ». Ces propos me valent l'approbation des élus du Conseil général, droite et gauche confondues, mais une opposition farouche – qui ne s'est pas apaisée – des dirigeants agricoles des coopératives. D'autant que je fais figure de notable dans le département avec une réussite professionnelle incontestée.



La publication de mon livre en 1981 crée l'évènement. Les chercheurs des stations de recherche emmenés par le Secrétaire général de l'INRA, M. Gauderon, débarquent sur mon exploitation. Consacré « éleveur-chercheur », j'ai tout le crédit nécessaire pour lancer l'année suivante, en 1982, le Centre d'études pour un développement agricole plus autonome (CEDAPA) dans la foulée du rapport de Jacques Poly, Président de l'INRA. Nous sommes 8 agriculteurs au départ. Tous les six mois, nous sortons un projet d'installation alternatif : s'installer avec 20 vaches laitières sur 15 hectares ; s'installer avec 24 truies naisseurs- engraisseurs sur 24 hectares ; s'installer en vaches allaitantes sur 30 hectares ; vivre du mouton ; s'installer avec 100 000 litres de lait de quotas ; fourrage, grains et coûts de production qui montrent après enquête le coût exorbitant de la culture du maïs-fourrage...

Ces études ont l'aval des ingénieurs de l'Etablissement départemental de l'élevage (EDE) et du Centre de gestion (CGER) des Côtes d'Armor. Le succès est immédiat, les visiteurs affluent sur les exploitations du CEDAPA, les écoles nous sollicitent pour intervenir auprès des élèves. Peu à peu, le nombre des adhérents du CEDAPA augmente : 12, 30, 100...450. Nos résultats économiques font mouche : après reconversion, le revenu augmente d'un tiers ! Le CEDAPA sert de site pilote pour les plans de développement durable initiés par le Ministère de l'Agriculture. »



«La question humaine est l'affaire de tous»,

Retour sur les Dialogues en humanité, Lyon, 1^{er} au 3 juillet 2011, par François Mailhé

Le Parc de la Tête d'Or, situé au cœur de Lyon, a accueilli du 1^{er} au 3 juillet dernier les Dialogues en humanité. Une occasion inédite de s'interroger de façon constructive et ouverte sur les liens entre l'humain, l'écologie, l'engagement des jeunes, la place des femmes dans la société ou encore l'art sous toutes ses formes... Contrairement à toutes les autres questions, la question humaine ne dispose d'aucun expert ! Elle est l'affaire de tous et de chacun, une affaire d'expérience de vie, de sensibilité, de conscience.

L'ambition des Dialogues en humanité était cette année encore de donner à voir et inventer ensemble. Trois règles : la liberté de propos ; la bienveillance, l'écoute et le respect ; l'égalité de tous devant la question humaine. Pari réussi pour cette nouvelle édition 2011, dont le thème était : « *Pour une politique de l'humanité : Quelle France et quelle Europe à l'œuvre ?* ».

Durant ces trois jours d'activités, écrivains, philosophes, artistes, militants associatifs, entrepreneurs, parents, enfants et citoyens du monde se sont rencontrés et ont échangé à travers des ateliers et des agoras. Cet événement accueillait tous ceux qui voulaient échanger et s'enrichir autrement que par le seul discours. L'association 4D participait à cet événement, en animant une réflexion autour du prochain Sommet de la Terre.



Agora, animée par Laurence Mine, 4D, sous les arbres...



Agora autour du projet Cap 40, une bourse des vraies valeurs, proposée par Patrick Viveret.

DIALOGUES EN HUMANITÉ



Quatre questions à Geneviève Ancel, Coordinatrice générale des Dialogues en humanité et chargée du développement durable au Grand Lyon :

4D : Les Dialogues en humanité ont vu le jour en 2002 lors du Sommet de la Terre de Johannesburg avec pour ambition de placer la question humaine au cœur de la question politique. Comment ce besoin est-il apparu ?

GA : Durant le Sommet de la Terre en 2002, Gérard Collomb, Sénateur-Maire de Lyon, Patrick Viveret, philosophe et auteur de l'ouvrage « *Pourquoi ça ne va pas plus mal* », et moi-même sommes partis du constat qu'il n'existait aucun sommet mondial sur la question humaine. A l'aube du 21^e siècle, il nous faut revisiter la question humaine et définir les défis auxquels l'humanité doit faire face. La question humaine ne relève pas seulement de l'ordre du religieux ou de l'intime. Nous voulions créer des échanges par la diversité et trouver une articulation entre le développement durable et le développement personnel.

4D : La diversité et le nombre de participants aux Dialogues en humanité démontrent un réel besoin de débattre et partager sur les questions de mieux-être, de simplicité. Comment expliquez-vous cela ?

GA : Les Dialogues en humanité ne peuvent être réussis sans la diversité de ses participants. C'est indissociable et non négociable si l'on veut construire un développement durable dont la clé est la diversité.

Écrivains, philosophes, artistes, militants associatifs, entrepreneurs, parents, enfants et citoyens du monde ont tous une place centrale dans les échanges. La question humaine se révèle en conséquence l'affaire de tous et invite à la rencontre. Plusieurs démarches similaires éclosent en Inde, au Brésil, en Afrique et en Europe !

4D : Un atelier animé par l'association 4D abordait RIO+20 et les questions de biens communs. Quelles sont les perspectives pour cet événement ?

GA : La programmation des Dialogues en humanité a toujours abordé les grands sommets mondiaux. Ces rencontres internationales aboutissent à des mises en œuvre. L'organisation des Dialogues en humanité est très similaire à celles des Forums Sociaux Mondiaux (ateliers, agoras, ...). Le Sommet de la Terre à Rio en juin 2012 sera une nouvelle occasion de mettre en valeur les questions humaines à l'échelle internationale.

4D : « Les politiques de l'humanité mises en œuvre en France et en Europe » sont les thèmes abordés en 2011. Pour quelles raisons avez-vous choisi ce thème ?

GA : Le choix de ce thème doit être mis en résonance avec le livre d'Edgar Morin, « La voie », paru au début de l'année. Nous souhaitons nous intégrer dans une démarche encyclopédique et collaborative du 21^e siècle en participant avec à l'écriture d'un tome 2. Chaque journée abordait un thème bien précis : *Le monde et la politique de l'humanité* le vendredi, *L'Europe au service d'une politique de l'humanité* le samedi, et *La France au service d'une politique de l'humanité* le dimanche.

<http://dialoguesenhumanite.org/>

Association 4D

150-154, rue du Faubourg Saint-Martin
75010 Paris
Tél. : 33 (0) 1 44 64 74 94
Email : contact@association4d.org
Site Web : www.association4d.org

Facteur 4D N°54, Août 2011
N°ISSN : 1293-1136

Directeur de la publication

Pierre Radanne

Comité de rédaction

Marie Chéron, François Mailhé, Vaia Tuuhia.

Conception graphique

Mademoiselle Émilie